

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 2306

[S - C - 2001/29328]

**19 JUILLET 2001. — Décret modifiant le décret du 4 janvier 1999
relatif aux fonctions de promotion et de sélection (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications au décret du 4 janvier 1999
relatif aux fonctions de promotion et de sélection*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 2, 1^o, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les mots « personnel médical, » sont insérés entre les mots « personnel social, » et « personnel psychologique ».

Dans l'article 1^{er}, § 3, 2^o et 3^o, du même décret, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ».

Art. 2. L'intitulé du chapitre III du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« CHAPITRE III. — Des fonctions donnant accès aux fonctions de sélection et de promotion que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel directeur et auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical dans l'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire ordinaire et spécial de la Communauté française ainsi que de certaines conditions requises pour y être nommé. »

Art. 3. Dans l'article 8 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « Tout membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation » sont remplacés par les mots : « Tout membre du personnel directeur et enseignant, du personnel directeur et auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical »;

2^o il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, un alinéa libellé comme suit :

« Les dispositions de l'alinéa 1^{er} ne sont pas d'application en ce qui concerne l'accès à la fonction de sélection de chef d'atelier d'un centre technique et pédagogique, et aux fonctions de promotion de directeur d'un centre technique et pédagogique ou de directeur d'un centre d'auto-formation et de formation continuée. »

Art. 4. Dans l'article 13 du même décret, il est inséré un 4^e alinéa libellé comme suit :

« Les porteurs du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, nommés à titre définitif dans l'enseignement secondaire inférieur et bénéficiaires des dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} août 1989 modifiant les titres requis et la spécificité des titres requis de certains membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française, sont réputés remplir les conditions de l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o. »

Art. 5. Dans l'article 19, alinéa 1^{er} « , du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « d'inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire, d'inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire » sont insérés entre les mots « d'inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur » et les mots « d'inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire »;

2^o les mots « d'inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation et d'inspecteur du personnel paramédical » sont insérés entre les mots « d'enseignement artistique » et les mots « sont délivrés ».

Art. 6. Dans l'article 22, § 3, du même décret, le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française choisis sur proposition des organisations représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un membre. »

Art. 7. Dans l'article 24, alinéa 3, du même décret, le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires de la fonction à conférer ou d'une fonction de promotion, désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un membre. »

Art. 8. Dans l'article 34 du même décret, les mots « de chef d'atelier d'un centre technique et pédagogique » sont insérés entre les mots « propres aux fonctions » et les mots « de directeur d'un centre technique et pédagogique ».

Art. 9. Dans l'article 40 du même décret, les mots « sauf pour ce qui concerne les fonctions de directeur d'un centre technique et pédagogique et de directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée » sont ajoutés après les mots « ordinaire et spécial ».

Art. 10. Dans l'article 47 du même décret, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les lauréats des épreuves d'aptitude à la fonction d'inspecteur de cours généraux (langues anciennes) dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ainsi que les lauréats des épreuves d'aptitude à la fonction d'inspecteur de cours généraux (latin-grec ou groupe philologie classique) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire sont réputés être titulaires du brevet d'inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire. »

CHAPITRE II. — *Disposition transitoire*

Art. 11. Les membres du personnel nommés à la fonction de professeur de langues anciennes ayant, suite à l'appel aux candidats paru au *Moniteur belge* le 20 mai 1999, introduit leur demande de participation aux formations et aux épreuves qui les sanctionnent pour les fonctions d'inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire inférieur ou d'inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire, sont réputés avoir introduit leur demande pour la fonction d'inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire.

CHAPITRE III. — *Disposition interprétative*

Art. 12. Pour l'application des articles 10, 11, 12 et 14 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, par l'expression « titre du niveau supérieur », il faut entendre le diplôme requis, lorsque ce diplôme est le seul titre de capacité exigé pour l'exercice de la fonction de recrutement donnant accès à l'une des fonctions de sélection ou à la fonction de promotion visée à l'un de ces articles, où le diplôme de base lorsque ce titre de capacité est composé d'un diplôme de base complété par un diplôme de capacité ou par une expérience utile et un certificat pédagogique.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 2, 3, 5, 8, 9 et 10 qui sortent leurs effets à la date du 25 février 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 187-1. — Amendements de commission, n° 187-2. — Rapport, n° 187-3. *Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 16 juillet 2001. — Adoption. Séance du 17 juillet 2001.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2306

[C — 2001/29328]

**19 JULI 2001 - Decreet tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999
betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 4 januari 1999
betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten*

Artikel 1. In artikel 1, § 2, 1°, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten worden de woorden « medisch » ingevoegd tussen de woorden « sociaal, » en « psychologisch, ».

In artikel 1, § 3, 2° en 3° van hetzelfde decreet worden de woorden « lid 2 » vervangen door de woorden « lid 3 ».

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« HOOFDSTUK III. — De ambten die toegang geven tot de selectieambten en de bevorderingsambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend bestuurs- en hulppersoneel en van het paramedisch personeel mogen uitoefenen in het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook bepaalde voorwaarden die vereist zijn om erin benoemd te worden. »

Art. 3. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Ieder lid van het onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel » vervangen door de woorden : « Ieder lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend bestuurs- en hulppersoneel en van het paramedisch personeel »;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid gevoegd, luidend als volgt :

« De bepalingen bedoeld in het eerste lid zijn niet van toepassing wat betreft de toegang tot een selectieambt als hoofd van een werkplaats van een technisch en pedagogisch centrum, en tot de bevorderingsambten van directeur van een technisch en pedagogisch centrum of van directeur van een centrum voor zelfopleiding of voortgezette opleiding. »

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde decreet wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De houders van het diploma geaggregeerde hoger secundair onderwijs die in vast verband zijn aangesteld in het lager secundair onderwijs en genieten van de maatregelen van artikelen 3 en 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 augustus 1989 tot wijziging van de vereiste bekwaamheidsbewijzen en van de specificiteit van de bekwaamheidsbewijzen vereist van sommige personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden geacht de in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde voorwaarden te vervullen. »

Art. 5. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van inspecteur klassieke talen in het secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs, van inspecteur zedenleer in het secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs » worden ingevoegd tussen de woorden « van inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad » en de woorden « van inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs »;

2° de woorden « van inspecteur van het opvoedend hulppersoneel en van inspecteur van het paramedisch personeel » worden ingevoegd tussen de woorden « kunstonderwijs, » en « worden uitgereikt ».

Art. 6. In artikel 22, § 3, van hetzelfde decreet wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

« drie leden van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, gekozen op voordracht van de organisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij de vakbondsorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad waarin iedere organisatie minstens één lid telt. »

Art. 7. In artikel 24, derde lid, van hetzelfde decreet wordt 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 3° drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, titularis van het te begeven ambt of van een bevorderingsambt, aangesteld door de Regering op de voordracht van de organisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij de vakbondsorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad waarin iedere organisatie minstens één lid telt. »

Art. 8. In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de woorden « hoofd van een werkplaats van een technisch en pedagogisch centrum » ingevoegd tussen de woorden « eigen zijn aan de ambten van » en « directeur van een technisch en pedagogisch centrum ».

Art. 9. In artikel 40 van hetzelfde decreet worden de woorden « behoudens de ambten van directeur van een technisch en pedagogisch centrum en van directeur van een centrum voor zelfopleiding en voortgezette opleiding » gevoegd na de woorden « gewoon en buitengewoon onderwijs ».

Art. 10. In artikel 47 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De geslaagden van bekwaamheidsproeven voor het ambt van inspecteur algemene vakken (klassieke talen) in de lagere graad van het secundair onderwijs alsmede de geslaagden van bekwaamheidsproeven voor het ambt van inspecteur algemene vakken (latijn-griekse of groep klassieke filologie) in de hogere graad van het secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs worden geacht titularis te zijn van het brevet klassieke talen in het secundair onderwijs en in het hoger niet-universitair onderwijs ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepaling*

Art. 11. De personeelsleden die benoemd zijn in het ambt van leraar klassieke talen en die, ingevolge de oproep tot kandidaten die is verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 20 mei 1999, hun deelnemingsaanvraag hebben ingediend voor de opleidingen en proeven om te kunnen toetreden tot de ambten van inspecteur algemene vakken in het lager secundair onderwijs of van inspecteur algemene vakken in het hoger secundair onderwijs en in het hoger niet-universitair onderwijs, worden geacht hun aanvraag voor het ambt van inspecteur klassieke talen in het secundair onderwijs en in het hoger niet-universitair onderwijs te hebben ingediend.

HOOFDSTUK III. — *Uitleggingsbepaling*

Art. 12. Voor de toepassing van artikelen 10, 11, 12 en 14 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten dient men onder « bekwaamheidsbewijs hoger niveau » te verstaan als het vereiste diploma, wanneer dit diploma het enige bekwaamheidsbewijs is dat vereist is voor de uitoefening van het recruteringsambt dat toegang verleent tot een van de selectieambten of bevorderingsambten zoals bedoeld in een van deze artikelen, of het basisdiploma wanneer dit bekwaamheidsbewijs bestaat uit een basisdiploma aangevuld met een bekwaamheidsdiploma of met een relevante ervaring en een pedagogisch getuigschrift.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 13. Dit decreet treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, met uitzondering van artikelen 2, 3, 5, 8, 9 en 10 die in voege treden op 25 februari 1999.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 187-1. — Amendementen van de commissie, nr. 187-2. — Verslag, nr. 187-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Zitting van 16 juli 2001. — Stemming. Zitting van 17 juli 2001.

F. 2001 — 2307

[S – C – 2001/29329]

19 JUILLET 2001. — Décret relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° détenu : personne qui subit, soit une mesure privative de liberté en vertu de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, soit une peine privative de liberté, à l'exception de la mise en liberté à titre conditionnel ou provisoire, soit une mesure décidée sur la base de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels;

2° bénéficiaire : le détenu, ainsi que ses proches;

3° proche : personne qui compose le milieu familial du détenu;

4° service d'aide sociale aux détenus : service agréé qui assure aux détenus et à leurs proches l'aide sociale et psychologique telle que définie par le présent décret;

5° établissement : l'établissement pénitentiaire ou l'établissement de défense sociale;

6° commission : la commission consultative de l'aide sociale aux détenus.

Art. 2. Les services d'aide sociale aux détenus ont pour mission générale d'apporter aux bénéficiaires qui le demandent ou qui l'acceptent une aide sociale, en ce compris une aide psychologique.

Par aide sociale, au sens du présent article, on entend toute action individuelle ou de groupe destinée à permettre une participation active à la vie sociale, économique, politique et culturelle, conformément aux droits de l'homme, ainsi qu'une compréhension critique des réalités de la société, notamment par le développement des capacités d'analyse, d'action et d'évaluation.

Par aide psychologique, au sens du présent article, on entend toute aide de nature psychologique destinée à soutenir les personnes confrontées aux conséquences directes et indirectes de la détention ou de problèmes particuliers en rapport avec le comportement délinquant, à l'exception de la prise en charge à long terme nécessitée par des troubles psychologiques persistants.

Art. 3. § 1^{er}. A l'intérieur des établissements, les services d'aide sociale aux détenus ont notamment pour mission :

1° d'apporter une aide sociale et psychologique aux détenus, dès leur entrée dans l'établissement;

2° de mettre en place les conditions d'examen d'alternatives à la détention pour les personnes détenues préventivement;

3° de collaborer à l'élaboration du programme de reclassement des détenus condamnés qu'ils suivent, et à la préparation de la libération à l'essai des détenus subissant une mesure de défense sociale;

4° d'assurer une permanence régulière et accessible aux détenus qui en font la demande;

5° de contribuer à promouvoir et encadrer les relations entre le détenu et l'environnement extérieur;

6° de faciliter l'accès aux ressources des services d'aide aux personnes et de formation;